



Banque de la République  
du Burundi

## RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Troisième trimestre 2023

---

# RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

TROISIEME TRIMESTRE 2023

Novembre 2023

---



# TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE</b>	<b>iv</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b>	<b>v</b>
1.1. Croissance du PIB mondial	1
1.2. Prix des matières premières et inflation	3
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	4
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	5
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Production et prix</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Secteur extérieur</b>	<b>10</b>
2.2.1. Commerce extérieur	10
2.2.2. Balance des paiements	12
<b>2.3. Finances et dette publiques</b>	<b>14</b>
2.3.1. Finances publiques	14
2.3.2. Dette publique	15
<b>2.4. Secteur monétaire</b>	<b>16</b>
2.4.1. Politique monétaire	16
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêt	17
2.4.3. Base monétaire	19
2.4.4. Masse monétaire et contreparties	21
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	22
<b>2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière</b>	<b>23</b>
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	23
2.5.2. Stabilité financière	25
<b>CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>30</b>

## LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: Cost Insurance and Freight
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MID	: Marché Interbancaire des Devises
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: Return on Assets (Rentabilité des actifs)
ROE	: Return on Equity (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique est restée faible au troisième trimestre 2023 dans la plupart des économies développées, qui peinent à se remettre des effets de la COVID-19 et de la guerre russo-ukrainienne. La Zone euro a enregistré une décroissance au troisième trimestre 2023, soit -0,1 contre 0,2% au trimestre précédent, en liaison avec la décroissance enregistrée par l'Allemagne (-0,1%), première économie européenne actuellement affectée par une inflation élevée, une hausse des taux d'intérêt et par conséquent, une baisse de la demande. Cependant, la croissance des Etats-Unis a rebondi à 1,2 contre 0,5% au trimestre précédent, portée notamment par une forte consommation des ménages.

L'inflation continue à baisser dans l'ensemble des pays de l'OCDE au troisième trimestre 2023, suite notamment à la diminution des cours internationaux des produits de base et à la politique monétaire restrictive menée par les banques centrales.

Selon les estimations du FMI d'octobre 2023, la croissance mondiale va ralentir en 2023, passant de 3,5% en 2022 à 3,0% en 2023, et à 2,9% en 2024. Ce ralentissement serait principalement lié aux effets de la hausse des taux d'intérêt appliqués par les banques centrales pour faire face à l'accélération de l'inflation.

L'activité économique dans les pays de la CEA reste globalement résiliente malgré les effets de la guerre russo-ukrainienne. Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2023 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait décélérer en 2023, à 5,0 contre 5,2% en 2022, une croissance qui reste forte comparativement à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,3 contre 4,0% en 2022). Ce ralentissement est en lien avec la persistance des facteurs de vulnérabilité, notamment l'inflation élevée dans certains pays, la hausse des taux d'intérêt mondiaux, la pression sur les taux de change et la pénurie de financement.

Au niveau national, les productions du thé sec et du café vert ont baissé au troisième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente. La production du thé sec et du café vert a respectivement diminué de 31,4% et de 62,5%, passant de 1.689,1 à 1.158,1 tonnes et de 11.629 à 4.354 tonnes, suite à une mauvaise pluviométrie et à la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle s'est améliorée de 1,9% au troisième trimestre 2023, passant de 202,6 à 206,3, suite à l'augmentation de la production des industries chimiques

(+16,4%) ainsi qu'à celle des industries alimentaires (+0,8%).

L'inflation globale s'est établie en moyenne à 27,2% au troisième trimestre 2023, en baisse par rapport à celle du trimestre précédent (29,5%), en rapport avec le recul de l'inflation alimentaire (36,8 contre 43,9%).

Pour l'année 2023, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (3,0 contre 1,8% en 2022), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8 contre 2,7%) tandis que le secteur tertiaire se stabiliserait à 3,2%.

La balance des paiements du troisième trimestre 2023 s'est soldée par un déficit du compte courant de 356.345,8 contre 385.603,5 MBIF au trimestre correspondant de 2022. Ce déficit est principalement imputable à l'accroissement des importations de biens et de celles des services de transport.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est creusé de 152,6%, en glissement annuel, à la fin du troisième trimestre 2023, s'établissant à 219.191,1 MBIF en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses publiques (+194.131,1 MBIF), suite à la mise en œuvre de la politique salariale équitable. La dette publique totale s'est accrue de 18,6% à fin septembre 2023, atteignant 6.150,8 contre

5.187,4 Mrds de BIF à fin septembre 2022. La dette intérieure a augmenté de 12,2% et représente 70,8% de la dette publique totale. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 61,0 contre 56,4% à la même période de l'année précédente et reste au-dessus de la limite maximale (50% du PIB), convenue dans les critères de convergence macroéconomiques de la CEA.

La base monétaire a augmenté de 3,7% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets (12,7%) et la détérioration des avoirs extérieurs nets (-31,7%). La masse monétaire s'est accrue de 4,4% de la fin d'un trimestre à l'autre, sous l'effet de l'augmentation des crédits à l'économie (10,0%) et des créances sur l'Etat (4,1%), les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 24,4%.

En conséquence, les réserves officielles de change ont diminué aussi bien d'un trimestre à l'autre qu'en glissement annuel. En termes de mois d'importation de biens et services, elles couvraient 0,5 mois, contre 0,8 mois à fin du deuxième trimestre de 2023 et 1,8 mois à fin septembre 2022, la norme étant fixée à 4,5 mois dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

A fin du troisième trimestre 2023, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 18,9% en glissement annuel et de 4,6% en glissement trimestriel, tiré principalement par la hausse des crédits à l'économie au

niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Toutefois, les ratios de solvabilité et ceux de rentabilité ont baissé sur une base annuelle.





# 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

## 1.1. Croissance du PIB mondial

La croissance économique est restée faible au troisième trimestre 2023 et continue de pâtir des effets de la COVID-19 et des conséquences de la guerre russo-ukrainienne. La Zone euro a enregistré une décroissance au troisième trimestre 2023, soit -0,1 contre 0,2% au trimestre précédent. Ce résultat est imputable à la

décroissance de l'Allemagne (-0,1%), première économie européenne actuellement affectée par une inflation élevée et une hausse des taux d'intérêt qui entraîne la baisse de la demande. La croissance de la Zone euro a fortement ralenti sur une base annuelle, s'établissant à 0,1 contre 2,4% au même trimestre en 2022.

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en%)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T3-2022	T2-2023	T3-2023	T3-2022	T2-2023	T3-2023
États-Unis	0,7	0,5	1,2	1,7	2,4	2,9
Japon	-0,1	1,1	-0,5	1,5	1,9	1,4
Allemagne	0,4	0,1	-0,1	1,2	0,1	-0,4
France	0,5	0,6	0,1	1,3	1,1	0,7
Royaume uni	-0,1	0,2	0,0	2,1	0,6	0,6
Zone euro	0,3	0,2	-0,1	2,4	0,5	0,1
OCDE - Total	0,5	0,5	0,5	2,5	1,6	1,7
Chine	3,7	0,5	1,3	3,9	6,3	4,9
Inde	2,0	1,9	-	5,5	7,3	-
Afrique du Sud	1,8	0,6	-	3,9	1,7	-

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, novembre 2023

Cependant, la croissance des États-Unis a rebondi aussi bien en glissement trimestriel à fin septembre 2023, à 1,2 contre 0,5% au trimestre précédent, qu'en glissement annuel (2,9 contre 1,7%), tirée essentiellement par une forte consommation des ménages.

L'économie chinoise a progressé au troisième trimestre 2023 à un rythme plus important qu'attendu, le PIB chinois a progressé aussi bien en

glissement trimestriel (1,3% contre 0,5% au trimestre précédent), qu'en glissement annuel (4,9 contre 3,9% au troisième trimestre de 2022). Cette croissance est liée à la hausse de la consommation malgré une crise prolongée du secteur de l'immobilier.

Selon les estimations<sup>1</sup> du FMI, la croissance économique mondiale va ralentir, passant de 3,5% en 2022 à 3,0% en 2023, et à 2,9% en 2024.

<sup>1</sup> Perspectives économiques mondiales du FMI d'octobre 2023

Ce ralentissement serait due d'une part, aux conséquences de la pandémie de Covid-19, de la guerre russo-ukrainienne et au durcissement des conditions financières internationales.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
PIB mondial	2,5	-3,1	6,3	3,5	3,0	2,9
Pays avancés	1,6	-4,5	5,4	2,6	1,5	1,4
États-Unis	2,6	-3,4	5,9	2,1	2,1	1,5
Zone euro	1,3	-6,4	5,3	3,3	0,7	1,2
Japon	0,0	-4,5	2,2	1,0	2,0	1,0
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,0	6,8	4,1	4,0	4,0
Chine	6,0	2,2	8,4	3,0	5,0	4,2
Inde	4,0	-6,6	9,1	7,2	6,3	6,3
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,7	4,0	3,3	4,0
Nigeria	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,1
Afrique du Sud	0,2	-6,4	4,7	1,9	0,9	1,8
Volume du commerce mondial	0,9	-7,9	10,7	5,1	0,9	3,5

(p): projections

**Source : Fonds Monétaire International, Perspectives Economiques Mondiales, octobre 2023**

Dans les pays avancés, il est attendu un ralentissement de la croissance, qui passerait de 2,6% en 2022 à 1,5 % en 2023 puis à 1,4% en 2024. Ce ralentissement serait plus prononcé dans la Zone euro où la croissance passerait de 3,3 à 0,7% en 2023 avant de remonter légèrement à 1,2% en 2024. Aux Etats-Unis, elle se stabiliserait à 2,1% en 2023 et chuterait à 1,5% en 2024.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance décélérerait légèrement, passant de 4,1% en 2022 à 4,0% en 2023 et se stabiliserait à ce taux en 2024. En Afrique subsaharienne, l'activité économique en 2023 devrait décroître pour la deuxième année

consécutives, s'établissant à 3,3%, contre 4,0% l'année dernière et 4,7% en 2021. En 2024, cette croissance se rétablirait à 4,0%.

La croissance de l'économie chinoise, qui était impactée par les effets de la politique «Zéro COVID», devrait se redresser à 5,0% en 2023 contre 3,0% l'année précédente.

La croissance du commerce mondial décélérerait en 2023, passant de 5,1 à 0,9%, avant de remonter à 3,5% en 2024. Ce recul s'explique notamment par le ralentissement de l'activité économique mondiale, le niveau élevé d'inflation et le resserrement de la politique monétaire.

## 1.2. Prix des matières premières et inflation

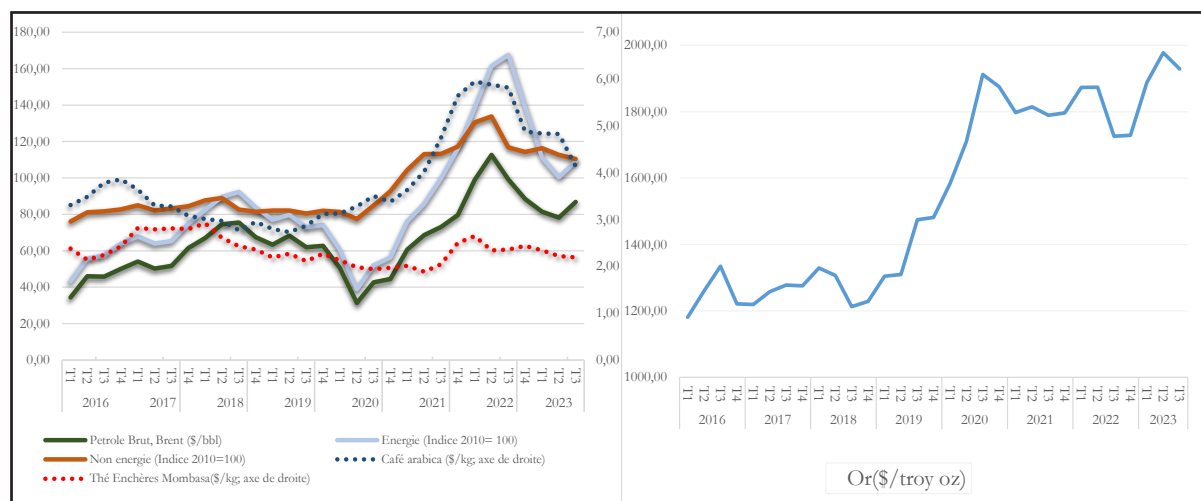
Les prix du pétrole brut ont enregistré une hausse significative au troisième trimestre, dans un contexte de resserrement de l'offre, de baisse des stocks et de rebond du dollar. Le cours du Brent a augmenté de 11,0% par rapport au trimestre précédent, passant de 78,2 à 86,8 \$/baril. Toutefois, en glissement annuel, le cours du Brent a diminué de 12,5%.

Les prix des produits non énergétiques ont globalement baissé, leur indice s'est établi à 110,4 contre 112,7 au trimestre précédent et à 116,8 au même trimestre de 2022. Le cours du café arabica a baissé de 14,3%

en glissement trimestriel, se situant à 4,14 contre 4,83 \$/Kg. Par rapport à l'année précédente, le cours du café a baissé de 30%. De même, le cours du thé aux enchères de Mombasa a également baissé d'un trimestre à l'autre (-1,4%) et en glissement annuel (-7,2%), se fixant à 2,19 \$/kg contre 2,22 et 2,36\$/kg respectivement.

Au niveau des métaux précieux, le prix de l'or a chuté, se fixant à 1.929,0 contre 1.978,0 \$/troy oz<sup>2</sup> au trimestre précédent. Par rapport au troisième trimestre 2022, le prix de l'or a augmenté de 11,8%.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, Prix des matières premières, août 2023

L'inflation continue à baisser dans l'ensemble des pays de l'OCDE au troisième trimestre 2023, suite notamment à la diminution des cours internationaux des produits de base et à la politique monétaire restrictive menée par les banques centrales

pour lutter contre l'inflation. Dans la Zone euro, l'inflation a chuté pour atteindre 4,9% au troisième trimestre 2023, après 6,2% enregistré au trimestre précédent. Elle a également

<sup>2</sup> Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

diminué aux Etats-Unis d'Amérique, s'établissant à 3,5 contre 4,0% au trimestre précédent.

Le recul de l'inflation s'est aussi

observé dans les pays émergents et en développement, notamment en Chine (0,0 contre 0,1%) et en Afrique du Sud (5,0 contre 6,5%).

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés, émergents et en développement (en %)

	Glissement annuel		
	T3-2022	T2-2023	T3-2023
États-Unis	8,3	4,0	3,5
Japon	2,9	3,3	3,2
Allemagne	8,5	6,6	5,6
France	5,8	5,2	4,7
Royaume-Uni	8,7	7,7	6,3
Zone euro	9,3	6,2	4,9
OCDE - Total	10,3	6,5	6,2
Chine	2,7	0,1	0,0
Inde	6,1	5,0	6,4
Afrique du Sud	7,9	6,5	5,0

Source : OCDE, *principaux indicateurs économiques*, novembre 2023

### 1.3. Politique monétaire dans les pays développés

La plupart des banques centrales des pays développés ont poursuivi, au cours du troisième trimestre 2023, le resserrement de leurs politiques monétaires, jugeant que l'inflation reste élevée bien que la tendance soit baissière.

La Réserve Fédérale (FED), déterminée à ramener l'inflation à son objectif de 2,0%, a décidé de relever de 25 point de base, en juillet 2023, la fourchette cible des taux des fonds fédéraux, en le portant à 5,25 et 5,50% contre 5,00 et 5,25% au trimestre précédent, estimant que l'inflation reste à un niveau élevé.

Cette fourchette des taux a été maintenue lors de la réunion du FOMC<sup>3</sup> du 20 septembre 2023.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé d'augmenter ses trois taux d'intérêt directeurs de 25 points de base en vue d'assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de son objectif de 2,0% à moyen terme. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt ont été relevés à respectivement 4,50 %, 4,75% et 4,00% à la fin du troisième trimestre 2023.

<sup>3</sup> Federal Open Market Committee : c'est un organe de la Réserve Fédérale en charge des décisions de politique monétaire

Cependant, la Banque Centrale du Japon (BOJ) a maintenu sa politique monétaire ultra accommodante, en prenant toutefois des mesures pour rendre plus flexible sa politique de contrôle de la courbe des taux. En

effet, elle a maintenu son objectif de taux d'intérêt à court terme à -0,1% et son engagement à encadrer les taux des obligations d'Etat à long terme autour de zéro.

## 1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5<sup>4</sup>

L'activité économique dans les pays de la CEA reste globalement résiliente malgré les effets de guerre russo-ukrainienne. Les perspectives économiques régionales du FMI d'octobre 2023 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait décélérer en 2023, à 5,0 contre 5,2% en 2022, une croissance

qui reste forte comparativement à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,3 contre 4,0% en 2022). Ce ralentissement est en lien avec la persistance des facteurs de vulnérabilité, notamment l'inflation élevée dans certains pays, la hausse des taux d'intérêt mondiaux et la pression sur les taux de change.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA-5 (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
Burundi	4,5	0,3	3,1	1,8	3,3*	6,0*
Rwanda	9,5	-3,4	10,9	8,2	6,2	7,0
Ouganda	7,8	-1,2	5,7	6,4	4,6	5,7
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,7	5,2	6,1
Kenya	5,1	-0,3	7,6	4,8	5,0	5,3
CEA	6,4	0,9	6,6	5,2	5,0	5,7
AFSS	3,2	-1,6	4,7	4,0	3,3	4,0

Source: FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne*, octobre 2023

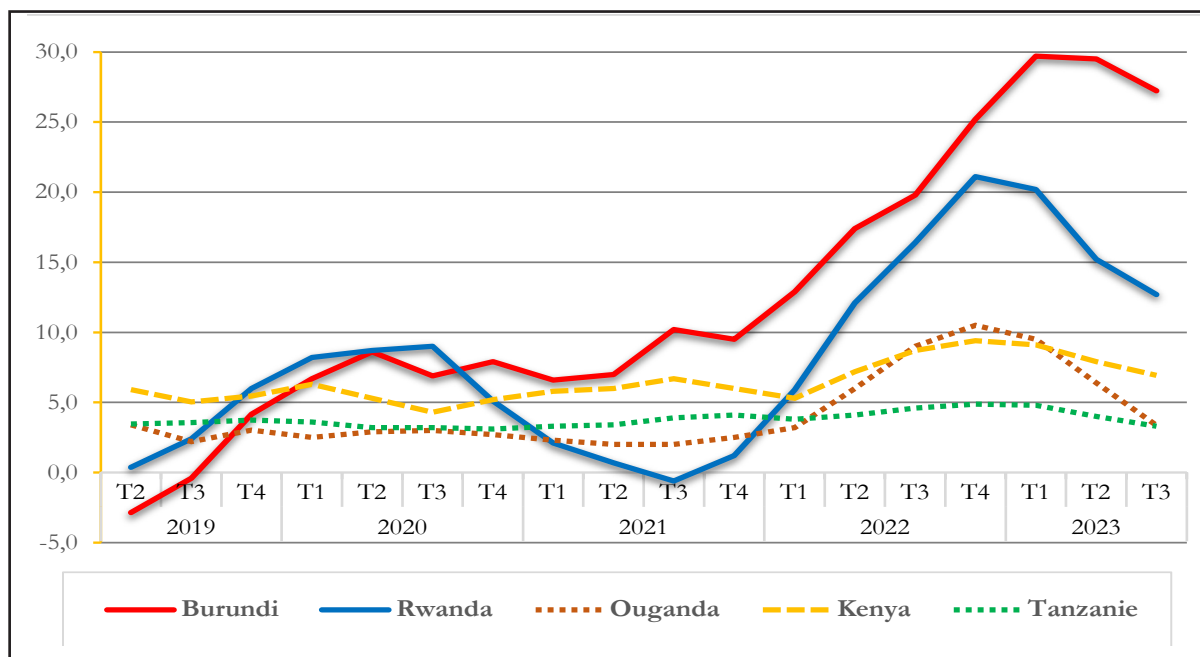
Au troisième trimestre 2023, l'inflation continue sa tendance baissière dans l'ensemble des pays de la CEA. La Tanzanie (3,3 contre 4,0%), l'Ouganda (3,4 contre 6,4%) et le Kenya (6,9 contre 7,9%) ont enregistré des niveaux d'inflation en

dessous du critère de convergence macroéconomique (8,0%) tandis que le taux d'inflation du Burundi (27,2 contre 29,5%) et du Rwanda (12,7 contre 15,2 % au trimestre précédent) demeure largement supérieure à ce critère.

<sup>4</sup> Cfr note de bas de page (1)

\* Les projections du cadrage macroéconomique du Burundi montrent que le PIB serait de 3,0% en 2023 et 4,3% en 2024

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



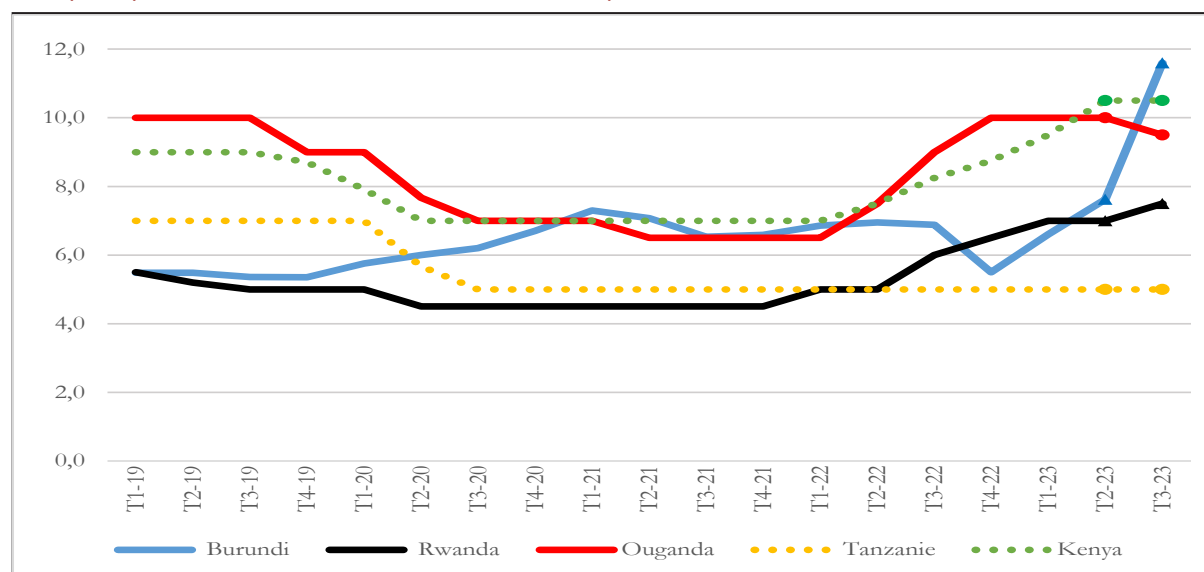
Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

La plupart des banques centrales de la CEA ont poursuivi le resserrement de la politique monétaire en vue de continuer à faire face à l'inflation. Le Burundi et le Rwanda ont augmenté leurs taux d'intérêt directs<sup>5</sup> respectivement de 7,62 à 11,60% et de 7,00 à 7,50%. Les taux d'intérêts de la Tanzanie (5,00%) et du Kenya (10,50%) ont été maintenu à leur niveau du trimestre précédent.

Le Comité de politique monétaire du Kenya a jugé que les anticipations inflationnistes d'ancrage se transmettaient toujours dans l'économie. Par contre, la banque centrale de l'Ouganda a relâché sa politique monétaire en abaissant son taux directeur de 10% à 9,5% en août 2023, afin de stimuler l'activité économique tout en maintenant l'inflation autour de l'objectif (5%).

<sup>5</sup> Au Burundi, le taux de facilité de prêt marginal est considéré comme proxy du taux d'intérêt directeur

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

A la fin du troisième trimestre 2023, les monnaies des pays de CEA se sont fortement dépréciées aussi bien en glissement annuel que trimestriel, dépassant pour la plupart, la limite du critère<sup>6</sup> de convergence ( $\pm 5,0\%$ ) de la communauté. Néanmoins, le Shilling Ougandais s'est apprécié sur une base annuelle (-2,5%).

Selon le FMI, les fortes pressions sur les taux de change sont principalement liées aux facteurs extérieurs, notamment le resserrement des conditions de financement et la détérioration des termes de l'échange.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
sept-22	2 048,17	1 041,93	3 854,00	2 307,94	120,73
juin-23	2 827,18	1 164,55	3 667,39	2 327,52	140,52
sept-23	2 842,53	1 214,91	3 757,3	2 481,76	148,10
var. % trim	0,5	4,3	2,5	6,6	5,4
var. % annuel	38,8	16,6	-2,5	7,5	22,7

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

<sup>6</sup> Ce critère est convenu dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change de la CEA



## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au troisième trimestre 2023, la production du thé sec et du café vert a respectivement diminué de 31,4% et de 62,5%, passant de 1.689,1 à 1.158,1 tonnes et de 11.629 à 4.354 tonnes, suite à une mauvaise pluviométrie et à la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 1,9% à fin septembre 2023, passant de 202,6 à 206,3, suite à l'augmentation de la production des industries chimiques (+16,4%) ainsi qu'à celle des industries alimentaires (+0,8%) spécialement les boissons de la BRARUDI (+6,1%) partiellement contrebalancée par la diminution de la production de sucre (-12,6%).

Par rapport au trimestre précédent, cet indice a augmenté de 36,7%, passant de 150,9 à 206,3, essentiellement en liaison avec le démarrage de la campagne sucrière et l'accroissement de la production des boissons de la BRARUDI (+15,7%), de cigarettes (+4,3%) et de savons (+33,3%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 11,7% au troisième trimestre 2023, en glissement annuel, passant de 72.971 à 81.506 Mégawatts, en liaison principalement avec l'augmentation de la production des centrales hydroélectriques. Par

contre, par rapport au trimestre précédent, elle a fléchi de 5,1%.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est légèrement accru de 2,0% en glissement annuel, suite essentiellement à la hausse des importations de maïs. Par contre, par rapport au trimestre précédent, ce volume s'est replié de 7,0%, en rapport avec la diminution des importations de ciment, de clinker et de sucre.

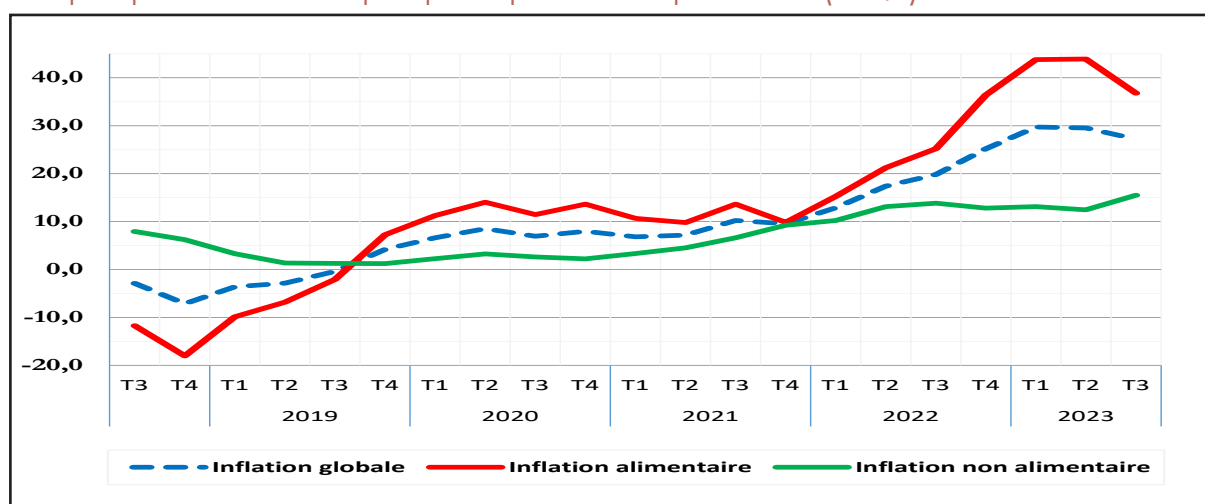
A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 4,8% en glissement annuel, passant de 55.169 à 57.828 passagers au deuxième<sup>7</sup> trimestre et de 15,3% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs a fléchi en glissement annuel (-14,8%) et s'est accru d'un trimestre à l'autre (+13,4%). Au niveau des prix à la production, l'indice des prix à la production agricole a augmenté de 28,2% au mois de septembre 2023, contre une augmentation de 14,9% au même mois de 2022. Cette hausse a porté essentiellement sur les prix des produits comme les tubercules et racines (40,2 contre 1,6%), les légumineuses (48,1 contre 19,5%), les cultures industrielles/ exportations (41,6 contre 14,7%) et les sous-produits de l'élevage (25,3 contre 12,6 %).

<sup>7</sup> Les données sur le troisième trimestre ne sont pas encore disponibles

Les prix des produits de la famille des céréales ont augmenté mais moins significativement qu'à la même période de 2022 (26,7 contre 54,4%). Quant aux prix à la consommation, ils se sont fortement accrus au troisième trimestre 2023. Le taux d'inflation s'est établi à 27,2 contre 19,8% au trimestre correspondant de 2022, en rapport à la fois avec l'augmentation des prix des produits alimentaires (36,8 contre 25,2%) et non alimentaires (15,5 contre 13,8%).

Cependant, la tendance de l'inflation est baissière par rapport à celui du trimestre précédent, (27,2 contre 29,5%) sous l'effet de la diminution de l'inflation alimentaire (36,8 contre 43,9%), suite à la bonne récolte de la saison culturale B. L'inflation non alimentaire a, par contre, augmenté par rapport au deuxième trimestre 2023, soit 15,5 contre 12,4%, tirée par la hausse des prix de l'énergie.

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Pour l'année 2023, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (3,0 contre 1,8% en 2022), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (1,5 contre -1,5%) et secondaire (4,8

contre 2,7%) tandis que le secteur tertiaire se stabiliserait à 3,2%. Selon les perspectives du FMI d'octobre 2023, l'inflation pourrait atteindre, en moyenne annuelle, 20,1% en 2023 contre 18,9% réalisée en 2022.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

	2019	2020	2021	2022	2023 (Proj.)
Croissance du PIB réel	4,5	0,3	3,1	1,8	3,0
Secteur primaire	2,8	0,4	4,7	-1,5	1,5
Secteur secondaire	1,1	11,3	2,1	2,7	4,8
Secteur tertiaire	7,2	-3,4	2,5	3,2	3,2

Source : Cadrage macroéconomique, janvier 2023

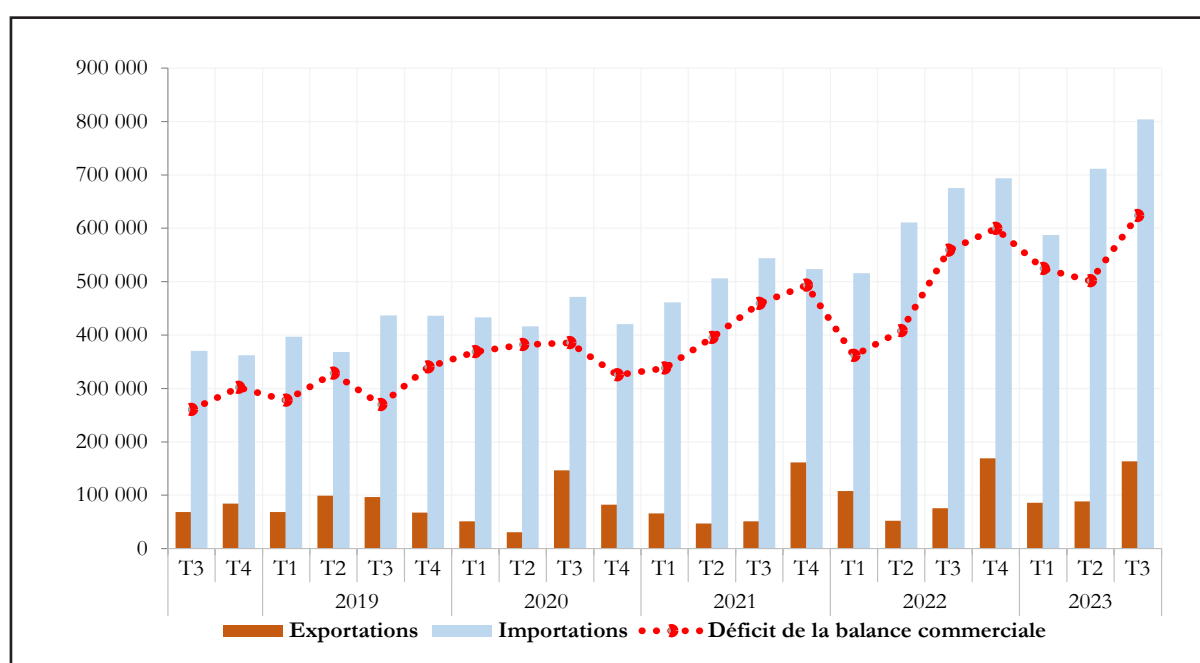
## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale continue de se creuser, s'établissant à 640.470,0 MBIF au troisième trimestre 2023 contre 599.650,1 MBIF à la même période de l'année 2022. Cette détérioration du déficit est expliquée par une hausse plus importante

des importations (803.978,5 contre 675.141,6 MBIF) que celle des exportations (163.508,5 contre 75.491,5 MBIF). Le taux de couverture commerciale s'est fixé à 20,3% contre 11,2% au troisième trimestre 2022.

Graphique 5 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Au troisième trimestre 2023, les exportations totales ont progressé de 116,6%. Cette amélioration a porté sur les exportations des produits primaires (214,3%) et des produits manufacturés (25,8%). L'accroissement des exportations des produits primaires a porté principalement sur les exportations des minerais de Niobium (+63,0%) et la reprise de l'exportation

de l'or non monétaire. Toutefois, les exportations du café (-52,6%) et celles du thé (-16,6%) ont diminué.

S'agissant des exportations des produits manufacturés, leur hausse a essentiellement porté sur les cigarettes (+63,7%) et la farine de blé (+19,8%), alors que les exportations de bières ont baissé (-8,1%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T3-2022	T2-2023	T3-2023
1. Produits primaires	36 369,1	31 171,6	114 310,2
dont: Café	20 595,6	14 101,5	9 766,0
Thé	12 894,5	15 108,5	10 756,4
Minerais de Niobium	2 394,2	1 336,8	3 902,9
Or	0,0	0,0	86 790,1
2. Produits manufacturés	39 122,4	57 094,3	49 198,3
dont: Cigarettes	4 941,8	6 079,5	8 087,7
Bières	5 389,3	7 766,7	4 951,9
Farine de blé	5 665,2	8 086,8	6 785,2
EXPORTATIONS TOTALES	75 491,5	88 265,9	163 508,5

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations totales ont augmenté de 19,1% au troisième trimestre 2023 par rapport à la même période de 2022, s'établissant à 803.978,5 contre 675.141,6 MBIF.

Cette progression a porté, sur les biens de production (+5,7%), les biens de consommation (+25,1%) et ceux d'équipement (52,1%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T3-2022	T2-2023	T3-2023
1. Biens de production	353 314,2	370 841,1	373 540,9
dont: Huiles minérales	154 598,6	132 136,4	201 772,1
Métallurgie	39 394,3	34 392,9	34 554,2
Alimentation	44 375,9	60 963,5	45 693,5
Construction	30 368,4	38 318,8	38 148,2
Agriculture et élevage	43 537,8	63 731,2	19 535,4
2. Biens d'équipement	103 163,7	131 445,6	156 935,8
dont: Chaudières ,engins mécaniques	35 981,0	40 414,4	42 681,0
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	27 753,4	33 965,6	29 731,8
Matériel électrique	18 445,0	27 094,1	51 187,7
3. Biens de consommation	218 663,7	209 232,4	273 501,8
dont: Alimentaires	57 337,6	50 244,7	86 306,3
Pharmaceutiques	31 579,9	26 352,1	25 160,8
Véhicules	21 430,3	29 074,0	31 960,9
Textiles	20 860,2	15 482,1	33 965,3
TOTAL	675 141,6	711 519,1	803 978,5

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'augmentation des importations de biens de production a principalement concerné les huiles minérales (30,5%), les biens de production destinés à l'alimentation (3,0%) et ceux destinés à la construction (25,6%). Par contre, celles de biens destinés à l'agriculture et élevage (-55,1%) et à la métallurgie (-12,3%) ont diminué. L'accroissement des importations de biens d'équipement a porté sur du matériel électrique (+177,5%), des chaudières et engins mécaniques (+18,6%) et des tracteurs, véhicules et engins/transport (+7,1%). La hausse des importations de biens de consommation a concerné les biens alimentaires (50,5%), les véhicules (+49,1%) et les textiles (62,8%). En revanche, les biens pharmaceutiques ont baissé (-20,3).

### 2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du troisième trimestre 2023 s'est soldée par un déficit du compte courant de 356.345,8 MBIF, en baisse de 20.258 MBIF par rapport à celui du trimestre correspondant de 2022.

Les déficits des biens (502.085,9 contre 477.414,1 MBIF) et des services

(201.901,9 contre 127.031,5 MBIF) se sont aggravés pendant la même période. L'aggravation du déficit des biens est imputable à une forte augmentation des importations alors que le déficit des services a résulté, principalement, de la hausse du déficit des services de transport.

Par contre, les soldes des revenus primaires (11.338,9 contre -15.476,3 MBIF) et des revenus secondaires (336.303,1 contre 234.318,3 MBIF) se sont sensiblement améliorés. La hausse de l'excédent des revenus secondaires est en grande partie expliquée par l'augmentation de 67,1% des transferts privés (325.137,6 contre 194.542,6 MBIF) alors que les transferts courants nets au profit de l'administration publique ont baissé de 67,4%, s'établissant à 15.813,8 contre 48.566,5 MBIF.

Le solde du compte de capital a diminué, passant de 57.698,0 à 43.080,5 MBIF, en liaison principalement avec la baisse des dons projets (41.394,9 contre 53.433,1 MBIF).

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T3-2022	T3-2023
COMPTE COURANT	-385 603,5	-356 345,8
Crédit	407 515,4	634 074,4
Débit	793 118,9	990 420,2
Biens	-477 414,1	-502 085,9
Exportations FOB	94 199,3	181 805,5
Importations FOB	571 613,4	683 891,4
Services	-127 031,5	-201 901,9
Crédit	48 272,1	79 731,0
Débit	175 303,6	281 632,9
Revenus primaires	-15 476,3	11 338,9
Crédit	14 750,7	22 161,4
Débit	30 227,0	10 822,4
Revenus secondaires	234 318,3	336 303,1
Crédit	250 293,2	350 376,6
Débit	15 974,9	14 073,5
COMPTE DE CAPITAL	57 698,0	43 080,5
Crédit	57 722,7	43 080,5
Débit	24,8	0,0
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-327 905,5	-313 265,3
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-257 338,4	-435 444,0
Investissements directs	-14 079,2	-21 723,7
Acquisition nette d'actifs financiers	1 735,5	1 617,2
Accroissement net de passifs	15 814,7	23 341,0
Investissements de portefeuille	-3 564,7	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	3 564,7	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-183 278,4	-305 571,4
Acquisition nette d'actifs financiers	26 558,9	-8 584,5
Accroissement net de passifs	209 837,3	296 987,0
Avoirs de réserves	-56 416,2	-108 148,9
ERREURS ET OMISSIONS	70 567,1	-122 178,8

Source : BRB

Les transactions enregistrées dans le compte financier au troisième trimestre 2023 font ressortir un déficit de 435.444,1 MBIF, contre 257.338,4 MBIF enregistré au même trimestre de l'année précédente. Ce déficit est principalement tiré par le déficit du compte des autres investissements (305.571,4 contre 183.278,4 MBIF)

en liaison principalement avec l'ajustement du taux de change qui a augmenté le niveau des engagements. Le niveau des avoirs de réserves a fortement baissé de 108.148,9 MBIF au troisième trimestre 2023, contre une baisse de 56.416,2 MBIF au même trimestre de l'année passée.

## 2.3. Finances et dette publiques

### 2.3.1. Finances publiques

Le déficit budgétaire s'est davantage creusé au troisième trimestre 2023 par rapport au même trimestre de 2022, s'élevant à 219.191,1 contre 86.776,4 MBIF. Ce creusement est en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses (+194.131,1 MBIF) que des recettes (+61.716,4 MBIF). Ce déficit a été financé par un endettement net intérieur de 110.995,4 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est légèrement allégé (219.191,1 contre 227.639,6 MBIF).

En glissement annuel, les recettes courantes se sont améliorées au

troisième trimestre 2023 (+19,1%), s'élevant à 461.042,6 contre 387.263,3 MBIF tandis que les dons en capital ont diminué de 22,6%, passant de 53.457,9 à 41.394,9 MBIF.

En glissement trimestriel, les recettes courantes ont diminué de 12.371,5 MBIF sous l'effet de la baisse des recettes non fiscales (-41.304,5 MBIF) tandis que les recettes fiscales se sont améliorées (+28.933,1 MBIF), grâce à la performance de l'OBR dans la collecte des impôts intérieurs sur les biens et services et autres recettes fiscales. De même, les dons en capital ont diminué de 43.130,1 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	3ème Trim.2022	2ème Trim.2023	3ème Trim.2023
A. RECETTES ET DONNS	440 721,1	557 939,0	502 437,5
a. Recettes courantes	387 263,3	473 414,1	461 042,6
b. Dons en capital	53 457,9	84 524,9	473 414,1
B. DEPENSES	527 497,6	785 578,6	721 628,6
a. Dépenses courantes	369 954,0	450 081,1	463 675,9
Salaires	129 495,6	161 824,7	213 921,0
b. Dépenses en capital	157 543,6	335 497,6	257 952,8
Sur ressources nationales	96 276,2	243 051,7	210 940,8
Sur prêts et dons extérieurs	61 267,4	92 445,8	47 011,9
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-86 776,4	-227 639,6	-219 191,1
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	309 208,3	285 703,0	99 567,5
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 334,3	1 877,4	-11 427,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	307 874,0	283 825,6	110 995,4
D. Erreurs et omissions	-222 431,9	-58 063,4	119 623,7

Source : MFBPE

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 36,8% au troisième trimestre 2023, s'élevant à 721.628,6 MBIF. Cette augmentation a porté sur les dépenses en capital sur les ressources nationales (+114.664,6 MBIF), les dépenses d'achats de biens et services (57.331,6 MBIF) et les salaires (+84.425,4) consécutifs à la mise en œuvre de la politique salariale équitable. Toutefois, les subventions et autres transferts ont baissé de 52.669,3 MBF.

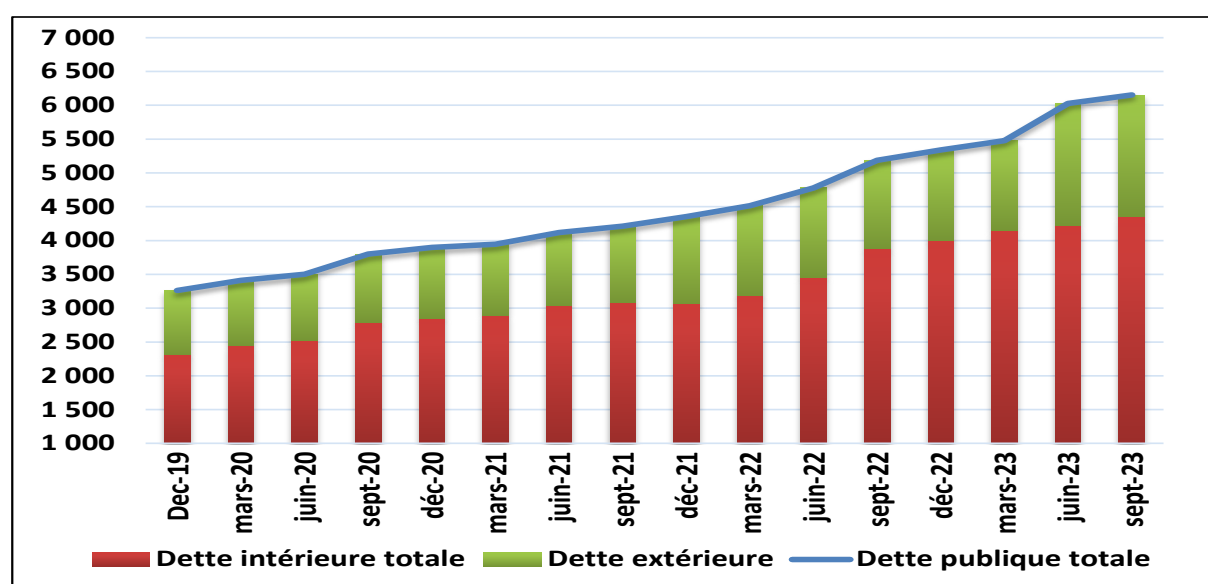
Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont diminué de 8,1%, en liaison avec la diminution des dépenses en capital (-77.544,8 MBIF), de subventions et autres transferts (-45.456,7 MBIF) et de paiement d'intérêts sur la dette publique (-6.433,8 MBIF).

### 2.3.2. Dette publique

La dette publique totale s'est accrue de 18,6% à fin septembre 2023, atteignant 6.150,8 contre 5.187,4 Mrds de BIF à fin septembre 2022. Cet accroissement a porté sur la dette intérieure (12,2%) et sur la dette extérieure (37,6%). Comparé à fin juin 2023, le stock de la dette publique s'est accrue de 2,0%. Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 61,0 contre 56,4% à la même période de l'année précédente. Elle reste au de-là de la limite maximale (50% du PIB), convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.



Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a augmenté de 12,2% en glissement annuel, passant de 3.882,4 à 4.355,2 Mrds de BIF et s'est accrue de 3,1% par rapport au trimestre d'avant. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,8% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 37,6% en glissement annuel, passant de 1.304,9 à 1.795,5 Mrds de BIF en liaison avec les plus-values de réévaluation (514.797,7 MBIF), dues à l'ajustement du taux de change qui a été fait le 04 mai 2023. Les tirages ont été de 30.800,7 MBIF et l'amortissement de la dette s'est élevé à 54.977,5 MBIF.

## 2.4. Secteur monétaire

### 2.4.1. Politique monétaire

Dans un contexte national marqué par la persistance des pressions inflationnistes, la BRB a mené au troisième trimestre 2023, une politique monétaire restrictive visant à limiter l'accroissement de la masse monétaire dans le but de stabiliser les prix.

De ce fait, la BRB a fixé un taux

minimum de refinancement à 10% sur les opérations d'apport de liquidité à 7 jours, applicable aux banques commerciales et auquel est indexé le taux de facilité de prêt marginal par majoration de 2 points de pourcentage au taux moyen pondéré des apports de liquidité à 7 jours. Elle a également poursuivi la mise en œuvre des réformes visant la libéralisation du marché de change.

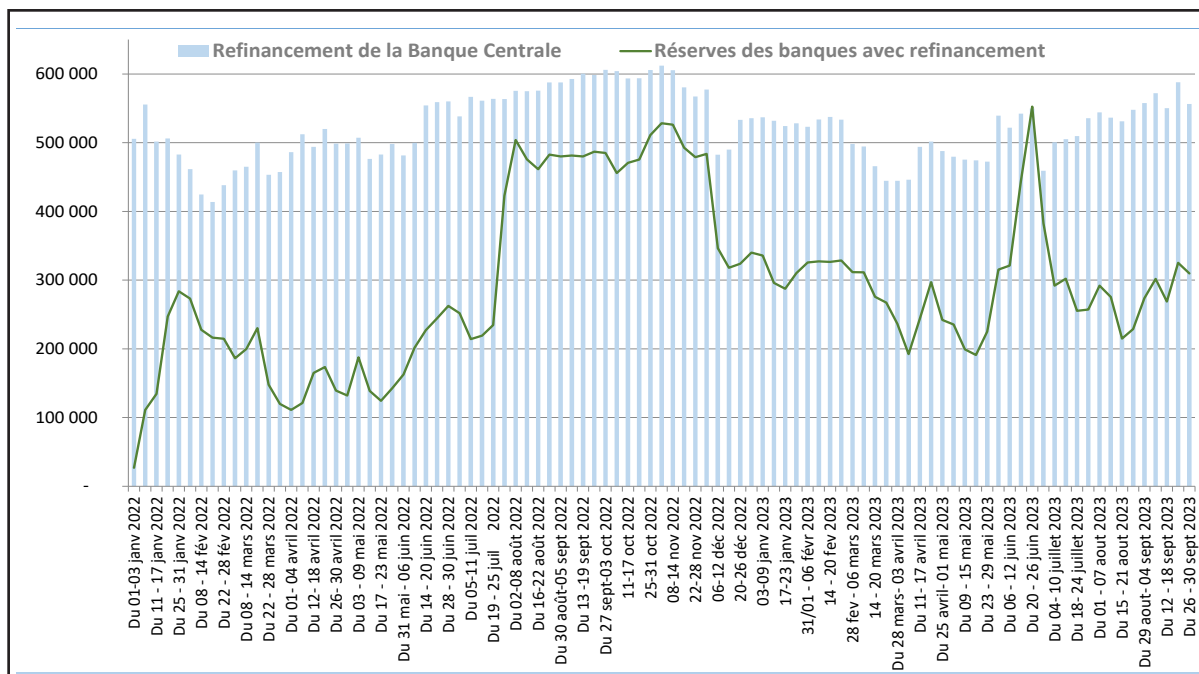
### 2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêt

En moyenne trimestrielle, les réserves totales des banques en BIF ont diminué au troisième trimestre de 2023, s'établissant à 280.489 contre 295.937 MBIF au trimestre précédent et 407.424 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

L'encours du refinancement des banques commerciales auprès de

la BRB (uniquement constitué par les refinancements des secteurs porteurs de croissance) a augmenté, atteignant 532.871 contre 459.212 MBIF au trimestre précédent. Toutefois, ce montant a diminué par rapport à celui du même trimestre de l'année précédente (592.037 MBIF).

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

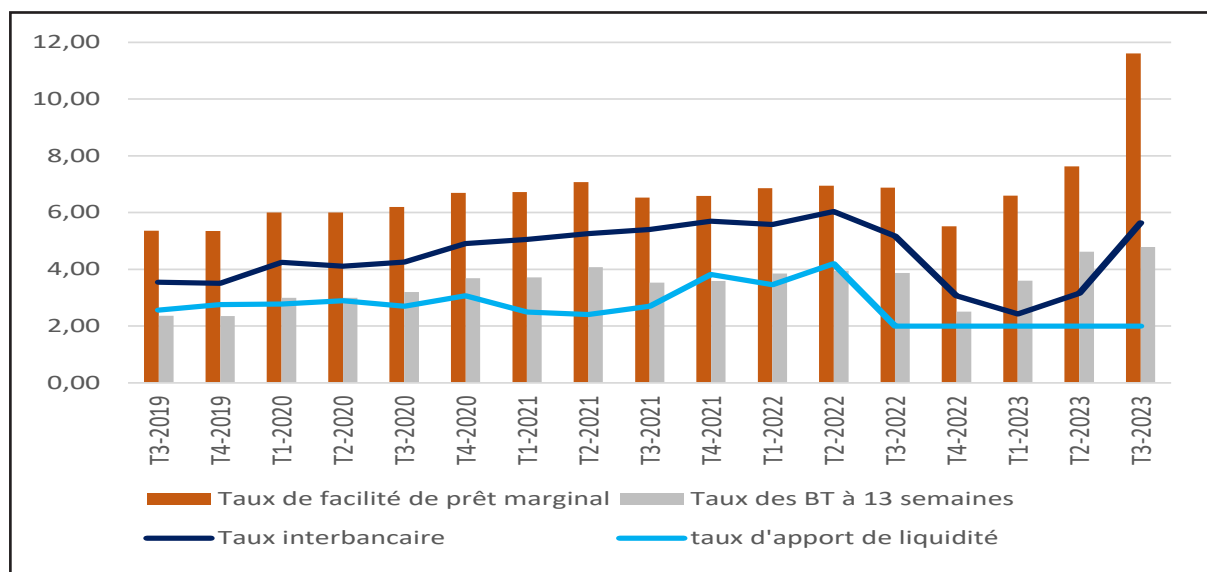


Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont augmenté, suite à la mise en application de la circulaire No 02/2023 relative à la fixation du taux minimum de refinancement et à l'indexation du taux de facilité de prêt marginal à ce taux. En effet, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 11,61 contre 7,62%.

Le taux des bons du Trésor à 13 semaines s'est établi à 4,78 contre 4,62%. De même, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 3,15 à 5,64% tandis que celui des opérations d'apport de liquidité de refinancement spécial des secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2,00%.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



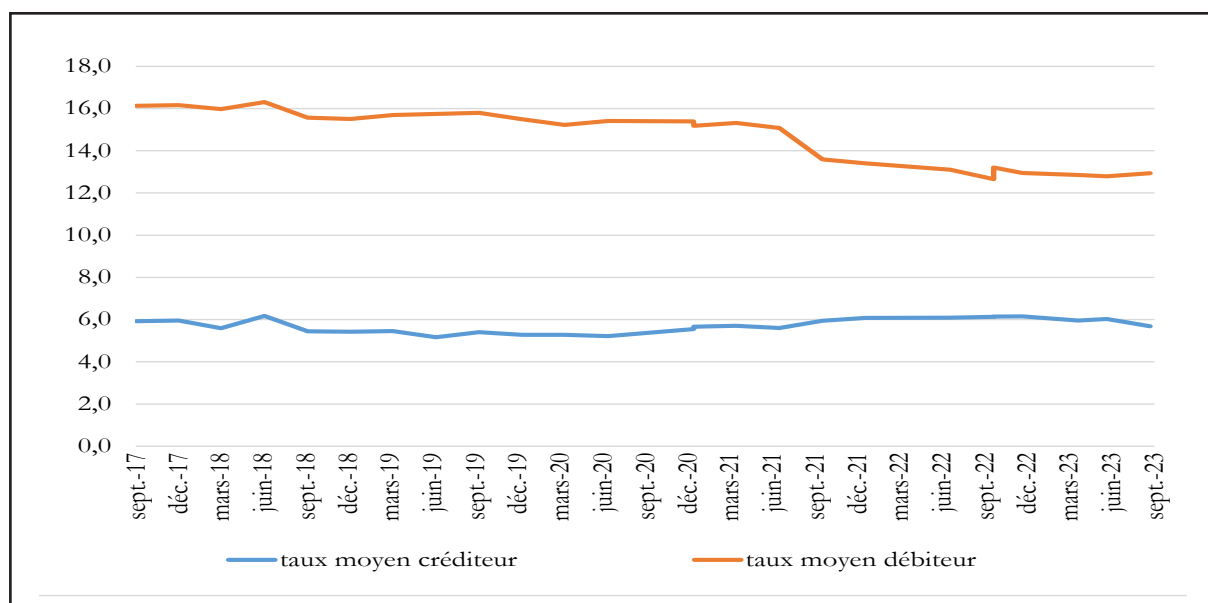
Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen débiteur sur l'encours des crédits a légèrement augmenté à la fin du troisième trimestre 2023, à 12,94 contre 12,79% à fin du trimestre précédent, tiré par la hausse des taux sur les crédits de long terme (11,22 contre 11,08%) et les crédits de moyen terme (12,51 contre 12,29%) tandis que le taux sur les crédits de court terme a diminué (14,12 contre 13,67%). A l'inverse,

par rapport à la même période de l'année précédente, le taux moyen débiteur a baissé de 0,09 points de pourcentage.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2023 a diminué par rapport au trimestre précédent (13,08 contre 13,27%) tandis qu'il a légèrement augmenté par rapport à celui du même trimestre de 2022 (12,4%).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Quant au taux d'intérêt créditeur, il a diminué tant en glissement trimestriel qu'en glissement annuel, s'établissant à 5,68 contre 6,03% au trimestre précédent et 6,10% il y'a un an.

En glissement trimestriel, cette baisse a porté sur le taux moyen de rémunérations des dépôts à vues (3,57 contre 3,70%), des comptes sur livrets (5,18 contre 5,26%) et les dépôts à terme (5,98 contre 6,40%). En glissement annuel, la baisse du taux moyen créditeur est tirée par celui de rémunérations des dépôts à vues (3,57 contre 3,81%) et des dépôts à terme (5,98 contre 6,32%) tandis que le taux créditeur sur les comptes sur livrets a augmenté (5,18 contre 5,06%).

### 2.4.3. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a augmenté de 3,7% à fin septembre 2023, s'établissant à 1.298,9 Mrds de BIF. Cette augmentation a principalement porté sur les billets et pièces en circulation (16,5%) tandis que les dépôts des autres institutions de dépôts (-3,3%) et les dépôts divers (-18,0%) ont diminué.

S'agissant de ses contreparties, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 12,1% tandis que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 31,7%. L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté à la fois sur les créances nettes sur l'Etat (15,7%) et sur les autres postes nettes (8,2%). La contribution trimestrielle à la variation de la base monétaire est de 17,2 points de pourcentage pour les avoirs intérieurs nets, les avoirs extérieurs nets ayant exercé un effet restrictif de 13,5 points de pourcentage.

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.-22	juin-23	sept.-23	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	637 223,8	562 287,5	654 947,5	16,5	-8,2
Dépôts des autres institutions de dépôts	605 177,4	495 372,8	479 257,3	-3,3	16,3
Dépôts des autres sociétés financières	19 632,3	5 294,2	9 531,5	80,0	-50,4
Dépôts divers	52 615,5	189 297,0	155 184,2	-18,0	184,4
Base monétaire = Contreparties	1 314 649,0	1 252 251,5	1 298 920,5	3,7	9,9
Avoirs extérieurs nets	-252 190,4	-532 892,0	-701 824,7	-31,7	-154,3
Avoirs intérieurs nets	1 566 839,4	1 785 143,5	2 000 745,2	12,1	36,1
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	779 486,0	849 738,1	983 183,5	15,7	45,0
Autres postes nets	787 353,4	935 405,4	1 017 561,7	8,8	29,7

**Source : BRB**

En glissement annuel, la base monétaire a légèrement diminué de 1,2% à fin septembre 2023. Cette baisse résulte principalement de la diminution des dépôts des autres institutions de dépôts (-20,8%) au moment où les billets et pièces en circulation (2,8%) et les dépôts divers (194,9%) ont augmenté.

L'analyse de ses contreparties montre qu'en glissement annuel, les avoirs

intérieurs nets se sont accrus de 27,7%, contribuant à la hausse de la base monétaire à hauteur de 33,0 points de pourcentages. Néanmoins, cette hausse a été totalement contrebalancée par la détérioration des avoirs extérieurs nets de 178,3%, exerçant ainsi un effet restrictif à la croissance de la base monétaire de 34,2 points de pourcentage.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin Septembre 2023

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	-13,5	-34,2
Avoirs intérieurs nets	17,2	33,0
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	10,7	15,5
Autres postes nets	6,6	17,5
Base monétaire = Contreparties	3,7	-1,2

Source : BRB

#### 2.4.4. Masse monétaire et contreparties

Au troisième trimestre 2023, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 4,4% en glissement trimestriel, s'élevant à 4.870,4 Mrds à fin septembre 2023. Cette croissance a porté sur la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (22,3%) et les dépôts en devises des résidents (27,8%). Néanmoins, les dépôts à vue et les dépôts à terme et d'épargne ont diminué de 1,0 et 0,1%, respectivement. Du côté de ses contreparties, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 24,4% tandis que les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 7,9%.

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur la hausse des créances sur l'économie (10,0%) et des créances nettes sur l'Etat (4,1%). En glissement trimestriel, la contribution des avoirs intérieurs nets à la croissance de la masse monétaire a été de 10,5 points de pourcentages dont 2,4 points des créances nettes sur l'administration centrale et 8,1 points des créances nettes sur l'économie. En revanche, les avoirs extérieurs nettes ont exercé un effet restrictif à la croissance de M3 de 5,2 points de pourcentage.

Tableau 13 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

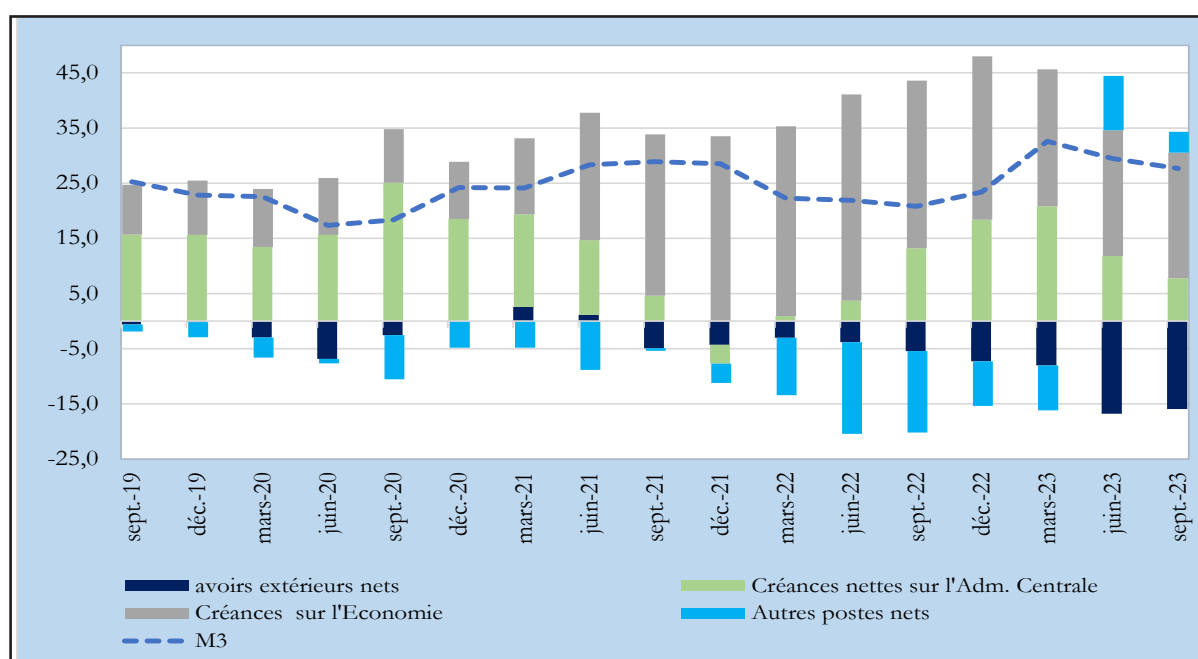
	sept.-22	juin-23	sept.-23	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	524 394,8	467 728,8	572 054,2	22,3	9,1
Dépôts à vue	2 187 680,3	2 471 020,1	2 447 459,5	-1,0	11,9
Dépôts à terme et d'épargne	1 122 699,1	1 274 087,5	1 272 929,8	-0,1	13,4
Dépôts en devises des résidents	278 710,4	452 243,1	577 986,2	27,8	107,4
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	4 113 484,6	4 665 079,5	4 870 429,7	4,4	18,4
AEN	-578 963,2	-991 962,5	-1 233 686,5	-24,4	-113,1
AIN	4 692 447,8	5 657 042,0	6 104 116,2	7,9	30,1
Crédit Intérieur	5 761 779,0	6 525 808,9	7 017 277,7	7,5	21,8
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 533 039,9	2 740 282,8	2 852 198,6	4,1	12,6
Créances sur l'économie	3 228 739,1	3 785 526,1	4 165 079,1	10,0	29,0
Autres postes nets	-1 069 331,2	-868 766,9	-913 161,5	-5,1	14,6

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 18,4%. Cet accroissement a porté sur toutes ses composantes à savoir les dépôts à vue (+11,9%), les dépôts à terme et d'épargne (+13,4%), les avoirs en devises des résidents (+107,4%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+9,1%). Au niveau de ses contreparties, l'expansion de M3

a résulté de la croissance du crédit intérieur de 21,8% tandis que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 113,1%. Le crédit intérieur a contribué positivement à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 30,5 points de pourcentage tandis que les avoirs extérieurs nets y ont exercé un effet restrictif de 15,9 points de pourcentage.

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties



Source : BRB

En glissement annuel, l'augmentation des avoirs intérieurs nets est principalement tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (29,0%) et par les créances nettes sur l'Etat (12,6%) consécutives aux avances à l'Etat et conventions de rééchelonnement des avances au 30 juin 2023.

### 2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Au troisième trimestre 2023, les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont continué à baisser aussi bien trimestriellement (-25,9%) qu'annuellement (-54,9%).

Tableau 14 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	variation (en %)				
	sept.-22	juin-23	sept.-23	Trimestrielle	Annuelle
BRB	206,4	123,4	87,0	-29,5	-57,9
dont: Réserves officielles	176,8	93,7	56,4	-39,8	-68,1
Banques commerciales	125,8	78,9	62,9	-20,3	-50,0
Total	332,2	202,3	149,8	-25,9	-54,9

Source : BRB

A la fin du troisième trimestre 2023, les réserves de change s'élevaient à 149,8 contre 332,2 MUSD à la même période de 2022, soit une baisse de 54,9%. De même, ces réserves ont diminué de 25,9% par rapport au trimestre précédent. Cette diminution a concerné aussi bien les réserves officielles (56,4 MUSD contre 93,7 à fin juin 2023 et 176,8 MUSD à fin septembre 2022) que celles des banques commerciales (62,9 MUSD

contre 78,9 à fin juin 2023 et 125,8 à fin septembre 2022).

En termes de mois d'importation de biens et services, ces réserves couvraient 0,5 mois d'importations de biens et services contre 0,8 mois à la fin du deuxième trimestre de 2023 et 1,8 mois à fin septembre 2022, la norme étant fixée à 4,5 mois dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

A la fin du troisième trimestre 2023, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 18,9% en glissement annuel et de 4,6% en glissement trimestriel, tiré principalement par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Toutefois, les ratios de solvabilité et ceux de rentabilité ont baissé sur une base annuelle.

### 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

#### 2.5.1.1. Principales ressources

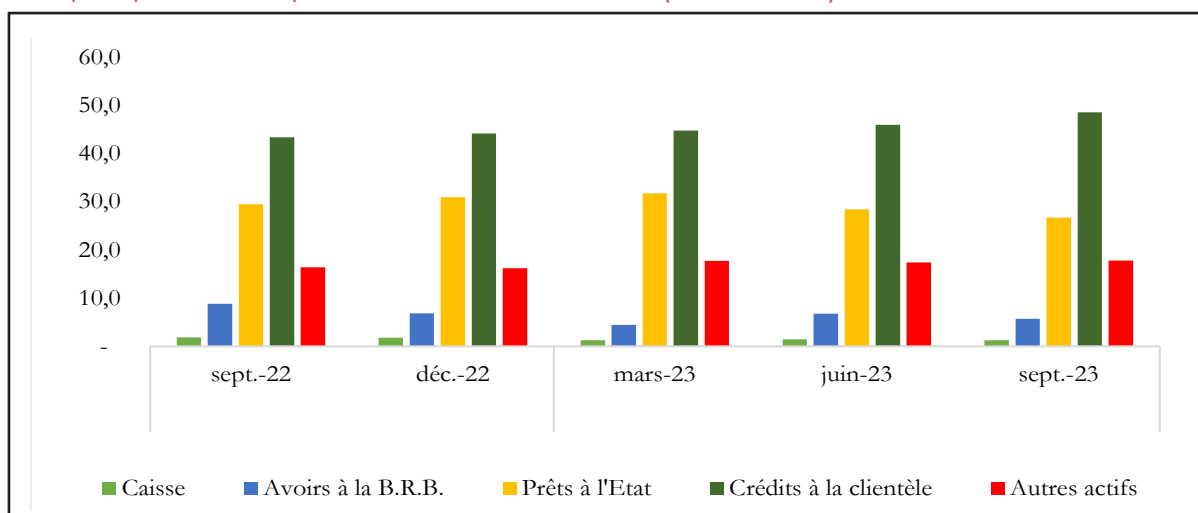
En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 22,0% à fin septembre 2023, s'établissant à 4.364,0 contre 3.577,1 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. Cependant, les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont diminué de 4,2%, atteignant 599,4 Mrds de BIF à fin septembre 2023



contre 625,6 Mrds de BIF à la période correspondante en 2022. D'une fin de trimestre à l'autre, les dépôts de la clientèle et les refinancements des

établissements de crédit auprès de la BRB ont augmenté de 5,4% et 23,6%, respectivement.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)



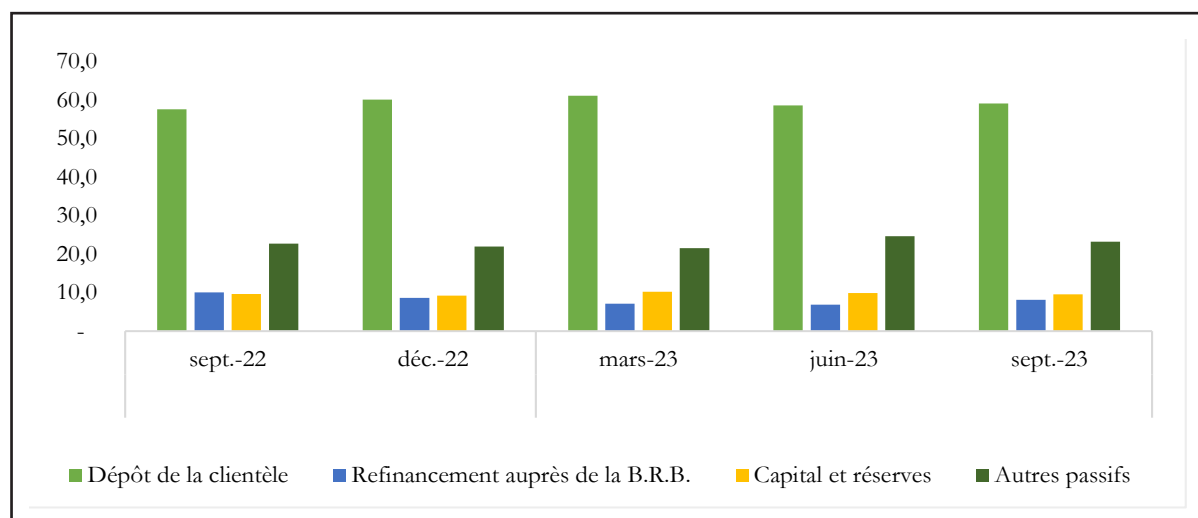
Source : BRB

### 2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 33,1% en glissement annuel et de 10,4% en glissement trimestriel, s'établissant à 3.588,2 Mrds de BIF à fin septembre 2023 contre 2.695,8 Mrds de BIF au même trimestre

correspondant de 2022. L'encours des titres du Trésor a augmenté de 7,7% en glissement annuel, passant de 1.834,1 à 1.975,1 Mrds de BIF. Par rapport au second trimestre de 2023, il a légèrement baissé de 1,6%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

## 2.5.2. Stabilité financière

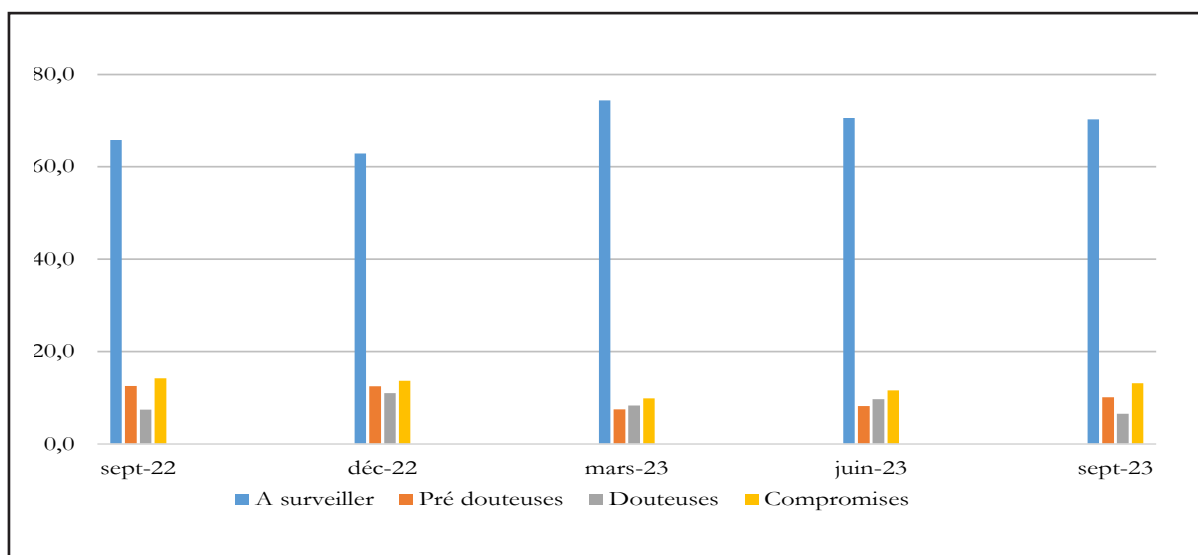
### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées<sup>8</sup> se sont accrues de 57,1% en glissement annuel et de 17,5% en glissement trimestriel, s'établissant à 319.104,4 MBIF à fin septembre 2023 contre 203.122,5 MBIF du trimestre correspondant de 2022.

La proportion des créances non performantes dans le total

des créances impayées a baissé de 4,4 points de pourcentage, s'établissant à 29,7% à fin septembre 2023 tandis qu'elle a légèrement augmenté de 0,2 points de pourcentage sur une base trimestrielle. Les créances à surveiller représentent 70,3% du total des prêts impayés à fin septembre 2023 contre 65,8% à fin septembre 2022.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



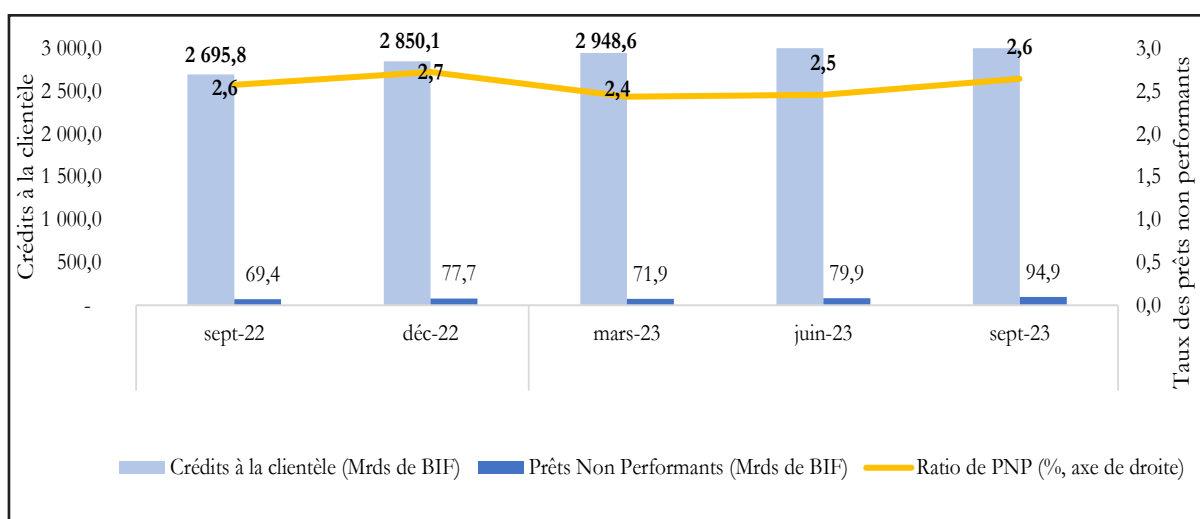
Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits, mesurée par le rapport des prêts non performants sur le total des crédits à l'économie,

est restée stable (2,6%) à fin septembre 2023 par rapport à la même période de 2022.

<sup>8</sup> Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

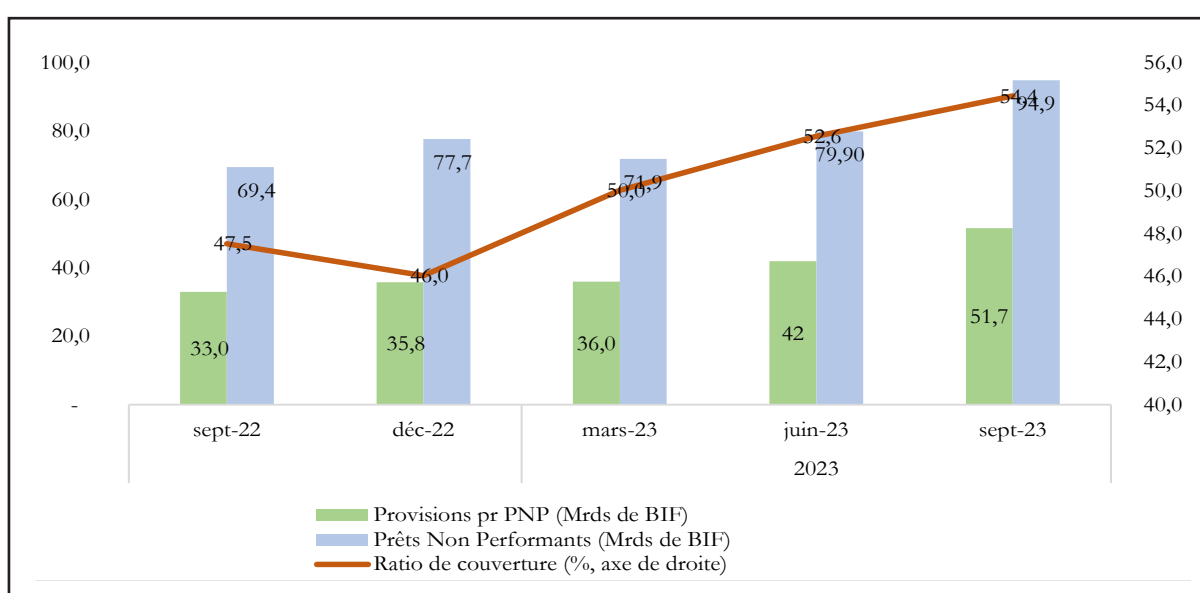
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté à fin septembre 2023, s'établissant à 54,4% contre 47,5% à fin septembre 2022 et 52,6% au trimestre précédent.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture (en %)



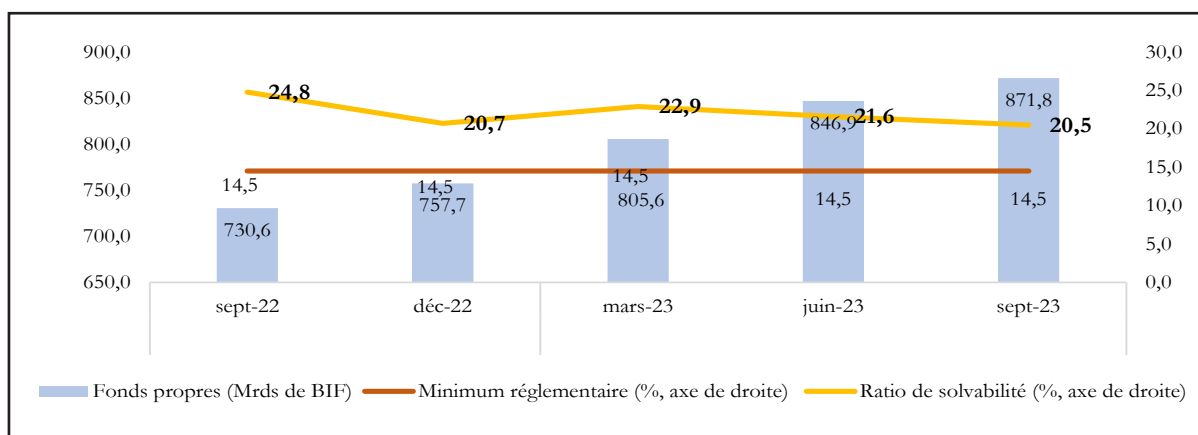
Source : BRB

### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 19,3% en glissement annuel et de 2,9% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 871,8 Mrds de BIF à fin septembre 2023 contre 730,6 Mrds de BIF à fin septembre 2022 et 846,9 Mrds de BIF à fin du deuxième

trimestre de 2023. En glissement annuel, le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 20,5% à fin septembre 2023 contre 24,8% à fin septembre 2022 et 21,6% à fin du deuxième trimestre de 2023.

Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité

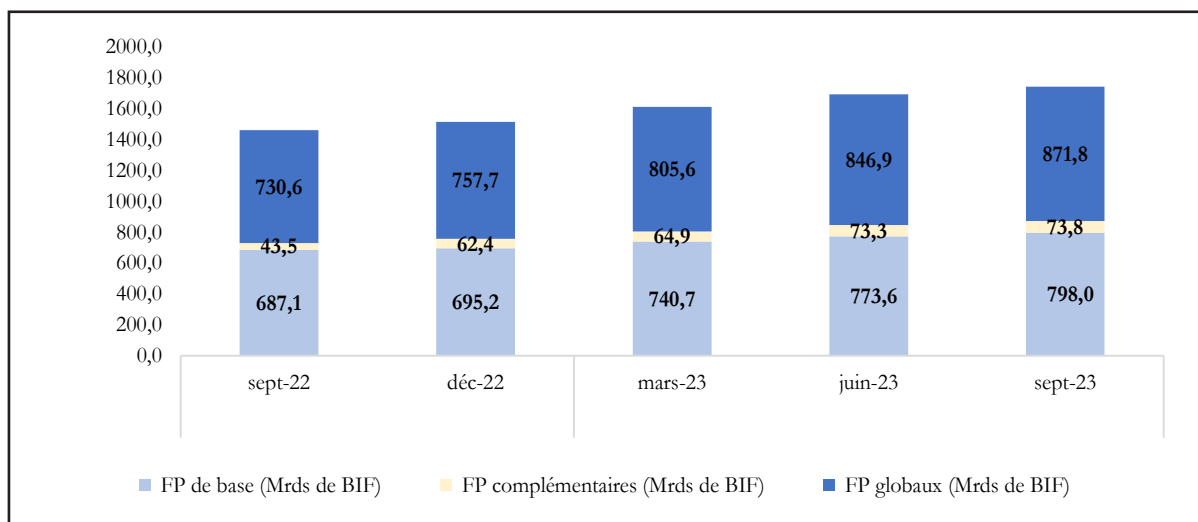


Source : BRB

A fin septembre 2023, les fonds propres de base ont augmenté de 16,1% sur une base annuelle, se fixant à 798,0 contre 687,1 Mrds de BIF à la même

période de 2022. Ils ont augmenté de 3,2% par rapport à la fin du trimestre précédent.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (Mrds de BIF)



Source : BRB

### 2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 16,3%, se fixant à 344,4 Mrds de BIF à fin septembre 2023 contre 296,1 Mrds de BIF à la période correspondante en 2022. En revanche, le résultat net a baissé de 8,2%, se fixant à 116,8 Mrds de BIF contre 127,2 Mrds de

BIF à fin septembre 2022. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant respectivement à 1,6 et 13,4% à fin septembre 2023 contre 2,0 et 17,4% à fin septembre 2022.

## CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Dans un contexte de faible croissance économique combinée à la persistance des pressions inflationnistes dues aux chocs internes et externes, la BRB a poursuivi la mise en œuvre des réformes de la politique monétaire et de change visant à assurer la stabilité macroéconomique du Burundi.

Dans les perspectives, les actions prévues par la Banque Centrale sont :

- Maintenir le taux de refinancement à sept jours à un minimum de 10% et celui de la facilité de prêt marginal reste indexé au taux moyen pondéré des résultats des adjudications des apports de liquidité à sept (7) jours majoré de deux (2) points de pourcentage ;
- Accompagner les réformes de politique monétaire en cours par la poursuite du resserrement de la politique monétaire ;
- Transférer aux banques commerciales la gestion des comptes en devises des Organismes Non Gouvernementales (ONG) et autres entités privées ;
- Accompagner le développement des moyens alternatifs de paiement, notamment l'utilisation des transferts électroniques, les chèques et les virements bancaires tout en veillant à la disponibilité du cash.

## ANNEXES

## Annexe 1: PIB par branche en Mrds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
<b>Secteur primaire</b>	<b>7,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,7%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>4,3%</b>
- Agriculture vivrière	7,3%	5,0%	0,8%	5,3%	-1,7%	1,5%	4,0%
- Agriculture d'exportation	7,4%	-18,4%	18,3%	-14,1%	7,5%	0,7%	12,1%
- Café	9,0%	-60,0%	94,9%	-61,9%	46,1%	-30,0%	50,0%
- Thé	3,0%	9,0%	-0,1%	1,6%	0,6%	5,0%	6,0%
- Autres cultures d'exportation	30,6%	-37,8%	40,0%	9,5%	14,0%	14,0%	14,3%
- Forêt	4,3%	-2,5%	7,0%	0,4%	2,3%	3,0%	4,0%
- Elevage	12,1%	-11,9%	-22,7%	15,1%	-8,0%	2,0%	5,0%
- Pêche	3,5%	-2,5%	7,0%	1,9%	2,8%	3,0%	4,0%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,1%</b>	<b>11,3%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,8%</b>
- Extraction	3,7%	2,1%	-0,9%	1,2%	-24,7%	2,0%	5,0%
- Industries	1,6%	0,5%	5,0%	-0,1%	-0,1%	2,1%	3,1%
- Industries agroalimentaires	2,5%	0,6%	4,3%	0,5%	2,1%	2,2%	2,7%
- Industries Manufacturières	-1,6%	0,4%	7,5%	-2,5%	-8,5%	1,5%	4,7%
- Industries textiles	-4,2%	-8,4%	11,4%	0,6%	-10,2%	1,5%	3,0%
- Autres industries manufacturières	-1,0%	2,2%	6,8%	-3,1%	-8,2%	1,5%	5,0%
- Electricité, gaz et eau	3,9%	-2,5%	-5,8%	11,7%	12,0%	10,0%	11,5%
- Construction	4,7%	3,0%	30,4%	6,0%	9,7%	9,5%	9,9%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,2%</b>	<b>7,2%</b>	<b>-3,4%</b>	<b>2,5%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,6%</b>
- Commerce	9,0%	3,9%	-5,5%	2,2%	-9,1%	3,0%	4,0%
- Transport et communication	4,5%	10,2%	-23,6%	16,9%	0,4%	4,3%	6,0%
- Transports	4,0%	9,5%	-23,6%	28,7%	-9,2%	5,0%	6,0%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	4,7%	10,4%	-23,6%	12,7%	4,2%	4,0%	6,0%
- Banques et Assurances	9,9%	27,7%	-0,4%	20,3%	9,5%	9,5%	10,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	1,9%	4,6%	-41,6%	6,8%	10,0%	10,5%	11,0%
- Administration publique	3,0%	2,8%	4,8%	3,2%	5,0%	5,5%	6,0%
- Education	3,0%	3,3%	4,8%	0,5%	3,5%	4,0%	5,0%
- Santé et action sociale	3,0%	3,4%	10,0%	6,5%	3,5%	4,5%	5,5%
- Activités à caractère collectif ou personnel	29,2%	3,8%	0,4%	-8,1%	6,0%	6,5%	7,0%
- Services domestiques	-0,8%	3,8%	0,4%	1,4%	6,5%	7,0%	7,5%
- SIFIM	20,2%	3,8%	-7,4%	24,4%	12,0%	20,0%	20,0%
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,6%</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>
Impôts et Taxes	12,9%	3,0%	-1,7%	3,5%	2,7%	3,0%	4,3%
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,5%</b>	<b>0,3%</b>	<b>3,1%</b>	<b>1,8%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,3%</b>

Source: BRB



## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,5	10,0
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept-22	20,9	26,6	14,5
oct-22	22,1	29,7	13,7
nov-22	26,8	40,1	12,2
déc-22	26,6	39,4	12,5
janv-23	28,6	41,6	13,6
févr-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept-23	26,8	35,1	17,1

Source: BRB

## Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

Mois	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	124 711,82	12 417,48	137 129,31	169 226,35	-32 097,04
août-23	148 496,04	11 295,91	159 791,95	223 276,85	-63 484,90
sept-23	187 834,78	17 681,47	205 516,24	329 125,45	-123 609,20

Source: BRB

## Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure			Total	Dette extérieure	Dette Publique totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 618,2	3 374 544,8
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 074,8	3 410 858,4
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	964 645,1	3 390 766,6
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	968 472,6	3 441 642,7
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	979 309,0	3 503 600,4
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	990 603,8	3 556 765,8
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 003 743,4	3 594 522,4
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 009 039,5	3 800 082,5
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 022 885,7	3 829 505,4
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 033 676,2	3 857 808,6
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 313 439,9	5 215 963,0
déc-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 334 152,7	5 339 434,6
janv-23	1 727 790,4	2 260 148,1	82 533,1	4 070 471,6	1 349 417,7	5 419 889,3
févr-23	1 726 427,9	2 284 962,7	125 109,4	4 136 500,0	1 342 169,0	5 478 669,0
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 255,3	4 147 052,7	1 330 085,1	5 477 137,8
avr-23	1 688 554,3	2 264 816,0	128 434,0	4 081 804,3	1 336 364,0	5 418 168,3
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	150 127,2	4 028 226,6	1 736 190,4	5 764 417,0
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	148 565,2	4 222 542,8	1 806 314,1	6 028 856,9
juil-23	1 864 453,7	2 200 478,2	150 738,4	4 215 670,3	1 817 185,2	6 032 855,5
août-23	1 927 524,0	2 203 955,1	143 576,2	4 275 055,3	1 801 894,4	6 076 949,7
sept-23	2 046 413,7	2 194 998,3	113 838,8	4 355 250,8	1 795 587,9	6 150 838,7

Source: BRB

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales (en MBIF)

Mois	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
avr-21	100 840	309 092
mai-21	114 239	333 837
juin-21	134 515	344 713
juil-21	148 433	331 211
août-21	158 500	345 544
sept-21	124 443	372 132
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559
janv-22	160 574	510 364
févr-22	232 936	434 483
mars-22	176 759	467 012
avr-22	142 012	502 216
mai-22	151 788	495 567
juin-22	218 855	529 976
juil-22	268 470	558 653
août-22	471 098	577 467
sept-22	482 703	596 238
oct-22	479 620	601 490
nov-22	502 335	588 164
déc-22	362 212	523 859
janv-23	317 082	530 213
févr-23	322 095	525 583
mars-23	283 037	469 096
avr-23	240 259	475 915
mai-23	228 574	483 536
juin-23	418 977	526 814
juil-23	288 775	502 000
août-23	254 672	541 749
sept-23	298 019	566 486

Source: BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

Mois	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
oct-21	5,45	6,46	4,16	3,46
nov-21	5,87	6,43	4,36	3,43
déc-21	5,78	6,88	2,93	3,88
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85
avr-22	6,03	6,94	3,68	3,94
mai-22	5,96	6,96	4,45	3,96
juin-22	6,11	6,95	4,46	3,95
juil-22	6,21	6,95	2,00	3,95
août-22	5,64	6,95	2,00	3,95
sept-22	3,66	6,73	2,00	3,73
oct-22	3,50	5,93	2,00	2,93
nov-22	3,15	5,61	2,00	2,61
déc-22	2,52	5,00	2,00	2,00
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,86
août-23	5,83	12,00	2,00	4,50
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,99

Source: BRB

## Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire

	30/09/2022	30/06/2023	30/09/2023	Variation trimestrielle en %	Variation annuelle en %
I. EMPLOIS	6 213 602,0	7 066 425,9	7 388 069,5	4,6	18,9
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	5 347 341,8	5 946 831,5	6 193 059,5	4,1	15,8
A. Actifs Liquides	2 651 507,3	2 697 373,2	2 604 822,4	-3,4	-1,8
Caisse	114 968,9	100 934,3	89 973,5	-10,9	-21,7
B.R.B.	548 183,9	477 371,9	421 332,1	-11,7	-23,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	154 230,4	111 515,6	118 411,6	6,2	-23,2
Prêts à l'Etat	1 834 124,2	2 007 551,4	1 975 105,1	-1,6	7,7
Bons,Obligations du Trésor	1 730 590,4	1 776 906,2	1 750 764,3	-1,5	1,2
Autres Titres	103 533,7	230 645,2	224 340,8	-2,7	116,7
B. Crédits	2 695 834,5	3 249 458,3	3 588 237,1	10,4	33,1
Court terme	1 236 321,1	1 469 116,1	1 370 061,4	-6,7	10,8
Moyen terme	601 810,2	637 701,9	975 113,6	52,9	62,0
Long terme	857 703,2	1 142 640,3	1 243 062,1	8,8	44,9
Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	236 622,0	373 301,5	372 889,5	-0,1	57,6
I.3. Autres emplois	629 638,2	746 292,9	822 120,6	10,2	30,6
II. RESSOURCES	6 213 602,0	7 066 425,9	7 388 069,5	4,6	18,9
II.1. Principales ressources	4 862 796,8	5 510 133,0	5 815 854,0	5,5	19,6
Clientèle	3 577 076,0	4 141 711,0	4 363 958,1	5,4	22,0
dont 10 grands dépôts des banques	1 862 054,6	1 774 458,8	2 080 343,0	17,2	11,7
Refinancement auprès B.R.B.	625 623,7	484 975,3	599 376,8	23,6	-4,2
Dettes envers banques et assimilés	660 097,1	883 446,7	852 519,1	-3,5	29,2
II.2. Capital et réserves	596 900,0	696 629,9	707 875,3	1,6	18,6
II.3. Autres ressources	753 905,2	859 663,0	864 340,3	0,5	14,6
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	687 128,3	773 623,5	798 007,4	3,2	16,1
Fonds propres (en MBIF)	730 645,7	846 905,0	871 780,7	2,9	19,3
Risques pondérés	2 951 152,5	3 919 010,3	4 247 251,5	8,4	43,9
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	23,3	19,7	18,8		
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	24,8	21,6	20,5		
Ratio de levier (norme 5%)	11,1	10,9	10,8		
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	1 184 775,9	1 331 620,0	1 532 609,4	15,1	29,4
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	43,9	41,0	42,7		
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	43,4	46,0	48,6		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	29,5	28,4	26,7		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	266,9	259,5	247,5		
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	203 122,5	271 534,3	319 104,4	17,5	57,1
Créances à surveiller	133 680,0	191 551,7	224 205,6	17,0	67,7
Créances Non performantes	69 442,5	79 982,6	94 898,8	18,6	36,7
Créances pré douteuses	25 522,4	22 293,8	32 243,8	44,6	26,3
Créances douteuses	15 048,7	26 262,6	20 789,5	-20,8	38,1
Créances compromises	28 871,4	31 426,3	41 865,5	33,2	45,0
Dépréciations	33 007,9	42 121,0	51 663,0	22,7	56,5
Taux des prêts non performants	2,6	2,5	2,6		
Taux d'impayés	7,5	8,4	8,9		
Taux de provisionnement	47,5	52,7	54,4		
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	186,5	172,4	165,0		
Coefficient de liquidité en devises	194,0	144,9	110,8		
Total crédits/total dépôts (en %)	75,4	78,5	82,2		
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	90,1	102,5	97,8		
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	52,1	42,8	47,7		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	142 054,0	107 383,9	154 881,1	44,2	9,0
Résultat net de l'exercice	127 230,3	78 600,0	116 801,7	48,6	-8,2
Produit Net Bancaire	296 108,0	221 699,4	344 430,8	55,4	16,3
ROA	2,0	1,1	1,6	42,1	
ROE	17,4	9,3	13,4	44,4	

Source: BRB